



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 16 juillet 2025

N°763

COMMUNIQUE DE PRESSE

Épargne réglementée : le taux du Livret A fixé à 1,7 %, le taux du Livret d'épargne populaire fixé à 2,7 %

Éric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique suit la préconisation du gouverneur de la Banque de France en abaissant le taux du Livret A à 1,7 %. Quant au Livret d'épargne populaire (LEP), son taux est fixé à 2,7 %. Ces taux entreront en vigueur au 1^{er} août 2025.

« Avec ces nouveaux taux, nous protégeons l'épargne des Français. Le taux du livret A restera nettement plus élevé que l'inflation, qui a significativement baissé au cours de l'année écoulée. Les ménages les plus modestes éligible au Livret d'épargne populaire continueront à bénéficier d'un taux dérogatoire plus favorable. Enfin, la baisse du taux du Livret A est une bonne nouvelle pour le logement : elle va stimuler la construction de logements sociaux, ce qui est une priorité pour ce gouvernement », a déclaré le ministre.

Livret A : un taux toujours nettement supérieur à l'inflation

La Banque de France est chargée de calculer et de proposer semestriellement les taux de rémunération des livrets d'épargne réglementée dont le Livret A, qui sont fixés par des formules de calcul réglementaire, auxquelles il peut néanmoins être dérogé en cas de circonstances exceptionnelles.

La formule de calcul prend en compte la moyenne du taux interbancaire de la zone Euro (€ster) et la moyenne de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC), hors tabac, sur le dernier semestre.

S'agissant du taux du Livret A, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, conformément à la préconisation du gouverneur de la Banque de France, appliquera strictement la formule de calcul réglementaire pour aboutir à une baisse à 1,7 %, contre 2,4 % auparavant.

Cette décision est motivée par un niveau d'inflation qui est tombé à 0,88 % au premier semestre et par le rôle central du Livret A dans le financement de l'économie du pays.

Les fonds du Livret A permettent de financer le logement social et la politique de la ville. Son taux influence aussi le coût de revient des crédits immobiliers, notamment des bailleurs sociaux, et des crédits aux PME.

La baisse du taux du livret A rendra aux acteurs du logement social près d'un milliard d'euros de capacités d'investissement sur deux ans, en raison de l'indexation au taux du livret A de la dette des offices HLM.

LEP : un taux avantageux pour soutenir l'épargne populaire

Les épargnants modestes éligibles au Livret d'épargne populaire (LEP) bénéficient quant à eux d'un coup de pouce, puisque le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, conformément à la préconisation du Gouverneur de la Banque de France, dérogera à la formule réglementaire en la matière afin de limiter la baisse de taux de ce livret réservé aux ménages les plus modestes.

La rémunération du LEP passera ainsi à 2,7 %, contre 3,5 % auparavant, alors que la formule prévoyait une baisse du taux à 2,2 %.

Contact presse :

Cabinet d'Eric Lombard: presse.mefsin@cabinets.finances.gouv.fr – 01 53 18 41 20